

Il ne peut pas y avoir de démocratie lorsqu'on emprisonne la vérité: la quatorzième lettre d'information (2019).



Ricardo Stuckert/Instituto Lula, *Lula* (2018).

Chers amis, chères amies,

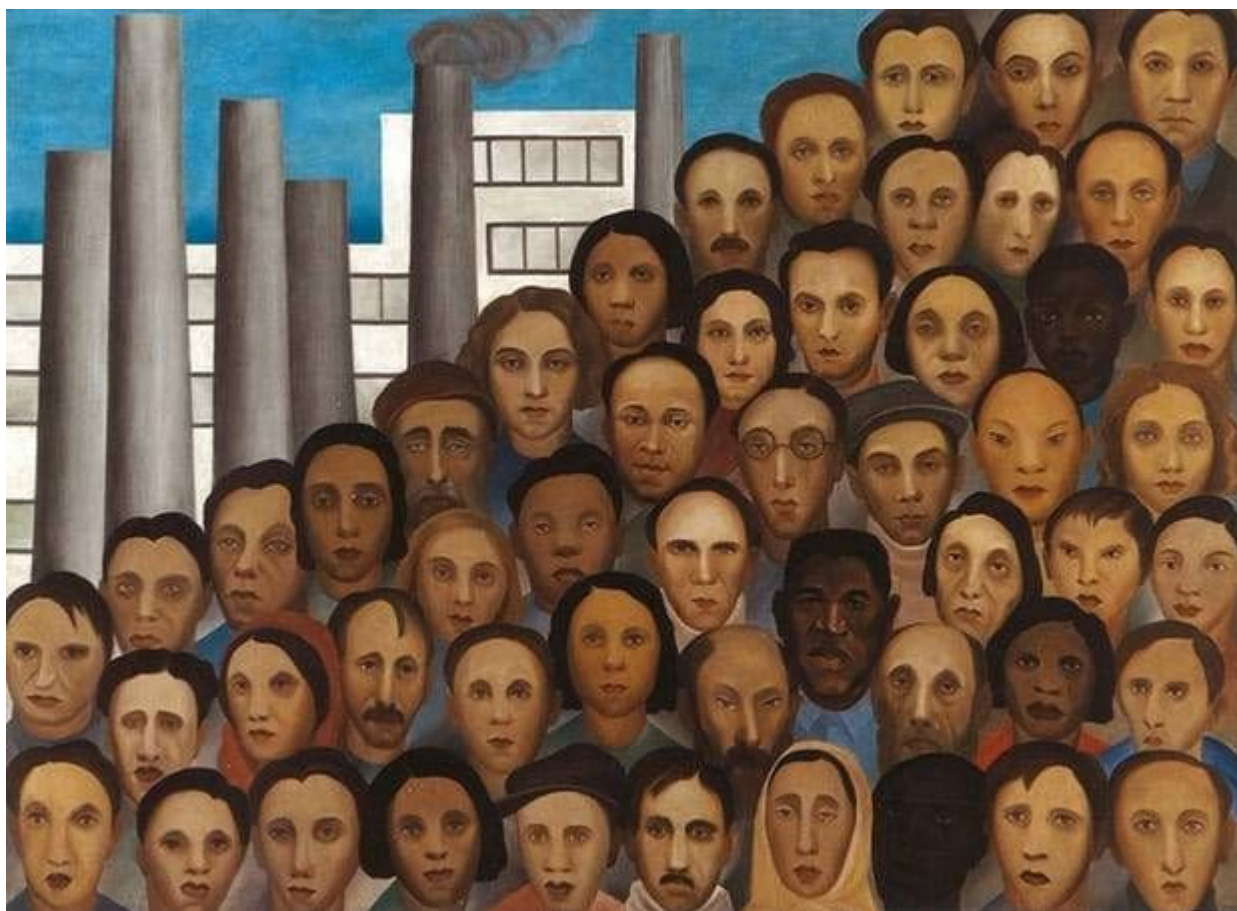
Salutations depuis le bureau du [Tricontinental: Institut de recherche sociale](#).

Vous ouvrirez ce bulletin et le lirez quelques jours avant que Luiz Inácio Lula da Silva ne se réveille au siège de la police fédérale à Curitiba (Brésil) le 7 avril, le jour du premier anniversaire de son incarcération. Vous continuerez votre journée, peut-être en lisant des extraits de ce bulletin ou en le laissant de côté pour le lire plus tard. Lula mangera probablement ce qu'il a mangé lors de son premier jour en prison : du pain et du beurre avec son café. Il saura qu'il y aura des manifestations en son nom partout sur la planète. "*Lula Livre*" (Lula Libre!), les gens crieront. "Vous n'êtes pas seul", diront-ils, *ocê não está sozinho*. Cela lui donnera de l'espoir.

Une vidéo de la Campagne pour libérer Lula, 1er avril 2019.

Il y a quelques semaines, Lula avait envoyé une » [lettre aux militants](#) « , dans laquelle il parlait

d'être » injustement emprisonné ». Dans sa cellule de prison, Lula avait emmené *A Elite do Atraso : de Escravidão à Lava Jato*, du sociologue Jessé De Souza (*L'élite délabrée - de l'esclavage à l'opération Lavage de voitures*). L'origine de l'incarcération de Lula, c'est l'Opération Lavage de voitures (*Lava Jato*), une enquête sur la corruption au sein de la classe politique brésilienne qui a englouti de nombreux politiciens (vous pouvez en savoir plus dans notre cinquième [dossier](#), "Lula et le combat pour la démocratie"). Le dernier en date est l'ancien président Michel Temer (président de 2016 à 2018), qui avait pris le relais de l'oligarchie contre Lula (président de 2003 à 2010) et son successeur Dilma Rousseff (présidente de 2011 à 2016). Temer aurait été au centre d'un réseau criminel qui a reçu 470 millions de dollars en pots-de-vin. L'ampleur de sa corruption est épique. Lula a été accusé d'avoir accepté des pots-de-vin d'une valeur de 800 000 \$ - la preuve basée sur un homme qui a pointé du doigt Lula afin de réduire sa propre peine de prison. Ni l'ampleur du crime ni les éléments de preuve n'offraient de confiance dans le système judiciaire brésilien. Il n'est pas étonnant que 464 membres de profession juridique au Brésil aient signé une [lettre](#) le mois dernier contre la fausse nature des preuves et du processus judiciaire dans l'affaire Lula. Comme je l'écris dans ma [chronique](#) cette semaine, le juge Sergio Moro a poursuivi Lula comme s'il était l'homme le plus corrompu de la planète. Moro a maintenant rejoint le cabinet du gouvernement du président Jair Bolsonaro. La corruption d'un juge qui rend possible une victoire présidentielle en éliminant Lula de la course puis son emploi dans le cabinet du nouveau président n'a pas fait reçu suffisamment d'attention.



Tarsila do Amaral, *Ouvriers*, 1933.

Le livre de De Souza suggère que la longue histoire de l'esclavage au Brésil (de 1532 à 1888) a creusé dans la culture brésilienne de profonds replis de racisme hideux et de privilèges oligarchiques. Non seulement les oligarques méprisaient Lula pour son passé de classe (il est passé de vendeur de rue à ouvrier d'usine automobile), mais ils le haïssaient pour sa fidélité envers les Afro-Brésiliens et les communautés indigènes. Le gouvernement de Lula a dû lutter contre cinq cents ans de haine sédimentaire de classe et de race, marqués par le ressentiment envers l'égalité des femmes et la justice sociale. Ils ont combattu la **faim** avec autant de vigueur que l'inégalité raciale, la **misogynie** et la **transphobie**. De Souza soutient que l'« élite en déliquescence » a dû se venger, ce qu'elle a fait à travers deux processus. Tout d'abord, par un « coup d'État législatif », la destitution profondément imparfaite de Dilma en 2016. Deuxièmement, par un « coup d'État judiciaire », l'utilisation de l'enquête sur le lave-auto pour retirer Lula du scrutin présidentiel de 2018 (alors qu'il était en tête du peloton). Peu importait que cette « élite en déliquescence » ait livré le pays à un homme à la mentalité fasciste - Bolsonaro. Bolsonaro avait voté contre Dilma lors du « coup d'État législatif » de 2016 en rendant hommage à son tortionnaire, le Colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra (décédé l'année précédente). La répulsion de voir Bolsonaro faire des commentaires méchants et sexistes contre Dilma, puis honorer un homme qui avait été un élément clé de la terrible et longue dictature militaire du Brésil, aurait dû mettre au moins une partie des riches à cran. Mais ils n'avaient aucune tradition libérale en dessous d'eux, ayant comme fenêtre sur le monde l'idéologie délabrée d'une vieille classe de propriétaires d'esclaves.



Leo Correa, Rio de Janeiro, Brésil. *Ne jamais commémorer: se souvenir pour ne jamais le répéter. Pas de dictature!*, le 31 mars 2019.

Une semaine avant le premier anniversaire de Lula en prison, le Brésil a dû subir le traumatisme du 55e anniversaire de la « journée qui a duré 21 ans ». Bolsonaro, qui avait honoré le tortionnaire de Dilma, a suggéré que cet anniversaire du coup d'Etat militaire soit célébré sans être injurié. En 2008, Bolsonaro - qui a passé cet anniversaire à juste titre en Israël - a déclaré que le problème de la dictature militaire est qu'elle "a torturé mais n'a pas tué ». Un nouveau [document](#) des archives italiennes montre qu'aux premiers jours du coup d'État de 1964, les militaires - avec la pleine connivence du gouvernement des États-Unis - ont arrêté au moins 20 000 personnes (et non pas les 5 000 personnes qui avaient été arrêtées). Il est probable que le nombre de personnes tuées a également été dégonflé. Lorsque Camilo Tavares et Karla Ladeia ont sorti leur documentaire *O Dia que Durou 21 Anos* en 2012, je l'ai regardé avec admiration - l'histoire de ce coup d'Etat brutal soutenu par les Etats-Unis contre un gouvernement démocratique au Brésil, un coup qui a duré de 1964 à 1985, a été enterré. Comme nous savons peu de choses laides qui sont sous nos yeux!

O Dia que Durou 21 Anos (pour la version anglaise, il vous faudra la louer).

C'est le mouvement du peuple – dont Lula était un dirigeant important – qui a éjecté cette dictature de « l'élite délabrée » en 1985, et c'est le peuple qui a exigé d'être libéré des sanctions imposées par les cinq cents ans de règne oligarchique. Impossible de renverser la myriade de problèmes du Brésil en quelques années, et encore moins en quelques décennies. Néanmoins, quels que soient les progrès réalisés, ils doivent être annulés, y compris les politiques relatives à la faim et à la protection de l'environnement. L'œil de Bolsonaro, comme celui de nombreuses entreprises internationales, est sur l'Amazonie (pour en savoir plus, voir notre dernier [dossier](#) sur les dangers pour l'Amazonie brésilienne).

Et, ce qui est encore plus laid, l'atmosphère démocratique, quelle qu'elle ait été créée, a dû être réduite à néant. Le bruit du racisme et de la misogynie tente d'effacer tout ce qui est sensible dans le monde, le terrible droit de l'oligarchie de revendiquer la nature et le travail humain sonnait le glas de *Bolsa Familia* et *Brasil sem Miséria*. Les élections se poursuivent, comme pour l'élection de Bolsonaro, mais elles sont vidées de leur substance. C'est un scandale mondial. Au nom de la démocratie, l'oligarchie s'est largement affirmée. Les énormes sommes d'argent, l'intimidation des électeurs, l'utilisation des médias sociaux (notamment WhatsApp) pour créer la confusion sont devenus normaux du Brésil aux États-Unis, de l'Argentine à l'Inde (sur les élections indiennes, je recommande vivement le numéro actuel de *Frontline*, et sur la déformation du processus électoral, vous pouvez lire mon [commentaire](#) d'un nouveau livre du grand spécialiste indien Prannoy Roy).

La violence est devenue un instrument de « démocratie ». Son utilisation homéopathique contre les militants est courante d'un bout à l'autre de la planète. Nous nous sommes habitués à la violence faite aux militants politiques, le cynisme lui-même étant une arme de l'oligarchie contre l'espoir. L'assassinat du communiste sud-africain Chris Hani en 1993, juste avant que le pays ne sorte de l'apartheid, était un message fort que l'« élite délabrée » sud-africaine ne tolérerait rien d'autre que son contrôle sur la richesse et les ressources du pays. Elle permettrait la « démocratie », si cette démocratie ne contestait pas ses acquis.



Après la mort de Hani, Nelson Mandela a fait l'un de ses plus beaux discours. « Il y a eu beaucoup de changements et les négociations ont commencé », a dit Mandela, « mais pour la personne noire ordinaire de ce pays, l'apartheid est bel et bien vivant ». Pour le « Noir ordinaire » – l'Afro-brésilien – un type particulier d'apartheid brésilien est également bien vivant. Nous voulons construire une nation libérée de la faim, de la maladie et de la pauvreté, libérée de l'ignorance, de l'itinérance et de l'humiliation, un pays où règnent la paix, la sécurité et l'emploi », a déclaré Mandela en hommage à Hani. Cet espoir est un point d'ancrage aujourd'hui. Il fournit les éclats d'énergie dans les interstices de la laideur. La formation du **Parti ouvrier révolutionnaire socialiste** en Afrique du Sud cette semaine intervient au moment où, en Algérie, le

président Abdelaziz Bouteflika se retire et ouvre un nouveau processus pour son pays, et la ville turque de Tunceli élit **Fatih Mehmet Maçoğlu**, du Parti communiste de Turquie, au poste de maire. Lors de cette élection, le parti au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan a perdu dans les trois plus grandes villes de Turquie (grâce en grande partie à la force pro-kurde de gauche, le HDP). Petits gestes contre « l'élite en déliquescence » en prévision d'actions plus importantes. C'est ce que Lula verra lorsqu'il regardera par la fenêtre le 7 avril. La laideur, oui, mais aussi ces sauts d'espoir optimistes.

Chaleureusement, Vijay.

PS : ci-dessous, à Delhi (Inde), chez LeftWord Books, Cristiane Ganaka de notre bureau de São Paulo (Brésil) a publié l'édition anglaise de *Truth Will Prevail: Why I have been condemned*, un long entretien avec Lula. Elle est présentée par Sudhanva Deshpande, rédactrice en chef de LeftWord Books. La première image ci-dessous la fabuleuse couverture du livre, dessinée par Tings Chak, notre designer principal. Le dossier #15 - à venir la semaine prochaine - est sur le design et l'art, coupé à des fins politiques. Gardez l'œil ouvert.

**Traduit par Alexandre Bovey*



